

à la fois les conséquences économiques négatives pour le Canada et, de façon plus marquée, la crainte que le "Canada sera perdant" et risque de perdre le contrôle sur son économie et son indépendance à cause des prises de contrôle par des entreprises américaines qui, selon ces répondants, accompagneront le libre-échange.

Les réponses textuelles à la question concernant les motifs d'appui et d'opposition au libre-échange, reproduites dans l'Annexe technique à ce rapport, donnent plus de détails sur les motifs précis d'appui et d'opposition résumés au Tableau 3.

3. Indice de satisfaction quant au règlement des principaux enjeux pour le Canada

Afin d'identifier les réactions à l'Accord de libre-échange conclu, on a notamment examiné l'indice de satisfaction des Canadiens quant à la façon dont avaient été réglés dans l'Accord les trois principaux enjeux pour le Canada. Les résultats reflètent la méconnaissance du contenu de l'Accord, comme on l'a indiqué ci-dessus, et confirment l'incertitude des réponses des Canadiens. Les indices de satisfaction quant à la façon dont chacun des trois enjeux a été réglé dans l'Accord sont les suivants :

| | <u>POURCENTAGE DE RÉPONDANTS SATISFAITS</u> |
|---|---|
| Façon de régler les futures disputes commerciales | 46 |
| Politiques de développement régional du Canada | 43 |
| Politiques canadiennes en matière de culture | 44 |

Les résidents de l'Ontario sont moins satisfaits que la moyenne des répondants de la façon dont ont été réglés deux des principaux enjeux -- la méthode de règlement des litiges (41 %, contre 46 % en moyenne) et les politiques de développement régional du Canada. Les résidents du "reste de l'Ontario", c.-à-d. ceux qui habitent hors de la région métropolitaine de Toronto, sont encore moins satisfaits que les autres Ontariens quant au règlement de chacun de ces enjeux. En revanche, les Québécois sont plus satisfaits (50 % dans chaque cas) des dispositions de l'Accord portant sur les politiques de développement régional du Canada et les politiques canadiennes en matière de culture.